L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No 72 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS,
MARDI MATIN, 17 JANVIER.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

FRANCE.

Paris, 10.—Le duc de Broglie a informé le président McMahon qu'il ne pourra s'imposer un ministère que lorsque l'Assemblée aura décidé les bills constitutionnels. Le président, aujourd'hui, a communiqué au conseil des ministres le résultat d'une entrevue avec divers chefs de parti, et a invité les ministres actuels à rester en place jusqu'à ce que l'Assemblée ait voté sur les bills constitutionnels et qu'un nouveau gouvernement soit formé.

Tous les ministres ont accédé à la requête, excepté Chabaud Latour, ministre de l'intérieur, qui très probablement sera remplacé par Gavard, du département de Constantine. On espère que l'Assemblée aura terminé le bill de l'armée mardi ou mercredi et qu'elle prendra immédiatement en considération les bills constitutionnels. Les ministres prendront part à la discussion.

ANGLETERRE.

Londres, 11.—Le steamer Katahdin May a été jeté en mer avec 20 personnes.

Le correspondant de Berlin au *Post* dit: "Le commencement de l'année s'annonce bien en ce moment entre les gouvernements allemand et espagnol, au sujet de l'outrage fait par les Carlistes au navire allemand Gustave.

Madrid, 11.—On a reçu un ministère de la guerre la nouvelle d'un engagement dans la province de Valence entre les Carlistes et les troupes nationales; les premiers ont été battus avec une perte de 10 hommes tués et d'un grand nombre de blessés. On a fait prisonniers 10 Carlistes.

Les ordres espagnols de Charles II et d'Isabelle la catholique ont été rétablis.

Londres, 11.—On dit que les gouvernements Allemands, Autrichien et Russe, ont reçu ordre de se tenir prêts à aller châtier les carlistes si cela est nécessaire.

ESPAGNE.

Madrid, 10.—Le roi Alphonse est parti de Barcelone pour Valencia, où il est attendu lundi soir; de là il ira directement à Madrid où il arrivera mardi.

Le Conseil des ministres a offert au comte de Valmaceda la place de capitaine général de Cuba. Valmaceda n'accepterait pas le poste à moins qu'on ne lui accorde 30,000 hommes au lieu de 15,000 qui sont actuellement pour la suppression de l'insurrection.

Madrid, 11.—Le roi Alphonse visite dans la capitale la nuit. On dit que Don Carlos est décidé à continuer vigoureusement la guerre. En conséquence le gouvernement ordonne la reprise de opérations actives contre l'ennemi quelques jours.

PRUSSE.

Berlin, 11.—Dans le Reichstag, aujourd'hui, le Landsturm a passé la seconde lecture. La plus importante clause qui donne au commandant le pouvoir de retenir la landwehr avec la landsturm a passé par 169 contre 120. Les membres de la Fortschritt et du centre ont voté avec la minorité.

J. WASHINGTON.

Affaires de la Louisiane

Washington, 10.—Le sous-comité nommé par la sous-comité spécial de la Chambre sur les affaires de la Louisiane, s'est réuni ce matin à 9 heures à Washington dans l'hôtel de New-Orléans. Il paraît, d'après les témoignages reçus, qu'ils rapporteront lo. qu'à la dernière élection en Louisiane il n'y a eu aucune intimidation des votants de couleur. 2o. Que la Ligue Blanche a discuté mais a rejeté une proposition faite pour renvoyer les domestiques qui ont voté le ticket républicain. 3o. Que le Bureau des retours était une fraude. 4o. Que les troupes des Etats-Unis ont exécuté les ordres du Marshal Packard le jour de l'élection. 5o. Que la décision de la Législature avait cessé et que la délibération était entièrement calme et régulière au moment où le général de Trobriant était entré dans la salle pour arrêter ses membres. 6o. Que la seule demande de l'Orateur Wiltz au général de Trobriant était de maintenir l'ordre dans les couloirs en dehors de la salle. 7o. Que le peuple de la Louisiane généralement n'a aucune sympathie avec le gouvernement de Kellogg et que les hommes de couleur qui disent qu'ils sont des républicains nationaux se sont proclamés eux-mêmes comme démocrates et l'ont fait afin de se débarrasser de Kellogg. 8o. Que la force de police à la Nouvelle-Orléans est démoralisée.

La réunion du cabinet, aujourd'hui, a eu lieu pour examiner le message spécial sur les affaires de la Louisiane; mais la séance n'est pas publique. La séance s'est passée en conversation sur les événements en cet Etat. Le message sera expédié en séance régulière du cabinet demain.

CAMPAGNE.—Parmi les bills présentés, il y est fait de M. Barry, démocrate de l'Ohio, pour abolir la place de lieutenant-général.

Ce bill a été présenté par Hanley républicain, de l'Illinois, et référé au comité judiciaire.

Une résolution toute portant qu'à l'élection tenue le 2 novembre 1875 en Louisiane, Wm. P. Kellogg prétendait avoir été élu gouverneur, que lui et d'autres officiers sous lui ont depuis exercé toutes les fonctions de leurs différentes places; que le Président des Etats-Unis dans un message spécial au Congrès, le 4 janvier 1875, appela l'attention sur la question de la Louisiane et sur le fait que les comités avaient reconnu la validité du gouvernement de Kellogg et qu'à moins que le Congrès en ordonnât autrement la force publique continuerait à reconnaître le gouvernement de Kellogg, qu'il a exercé, et qu'il a été soutenu par les officiers des Etats-Unis, qu'il a nommé et remplacés dans la forme, Kellogg étant soutenu, et les forces des Etats-Unis pouvant être employées pour le soutenir, et que le Président a refusé de reconnaître le gouvernement légal de l'Etat, qu'il a été soutenu par les forces des Etats-Unis, et que les troupes étrangères ont été employées à cet effet